

LA PART DE LA LIGUE DANS L'IDENTITÉ ET LE RAYONNEMENT DE L'ACTION FRANÇAISE

Olivier DARD*

Olivier Dard, LA PART DE LA LIGUE DANS L'IDENTITÉ ET LE RAYONNEMENT DE L'ACTION FRANÇAISE, in Olivier Dard et Natalie Sévilla (dir.), *Le Phénomène ligueur sous la III^e République*, Metz, Centre régional universitaire lorrain d'histoire, 2008, pp. 152- 177.

L'objet de cette contribution est de revisiter l'histoire de l'Action française à la lumière de son identité ligueuse. Si l'AF est assurément une ligue, fondée le 15 janvier 1905, son originalité provient de sa nature polymorphe. Elle est tout autant (davantage ?) un quotidien lu et commenté, beaucoup plus qu'un quotidien partisan ordinaire. Elle est aussi une école de pensée dominée par son Institut, ses publications satellites, à commencer par la *Revue universelle*, et sa maison d'édition, la Nouvelle Librairie nationale, créée en 1906. Plus encore que son organisation militante et sa présence sur le pavé, c'est sans doute par ses plumes que s'opère le rayonnement de l'AF. Il s'agira dans cette communication d'examiner deux points. D'abord, la place et la fonction de la ligue dans le dispositif général de l'AF pour se demander quelle place elle y occupe et quelles fonctions lui sont assignées. Cela débouchera sur une interrogation sur le degré d'originalité de la ligue d'AF par rapport à d'autres. Dans un second temps, sera abordé le rayonnement de l'AF avec un souci de périodisation centré sur l'existence, ou non, d'une concomitance repérable entre l'audience de la ligue et celle du journal. Nous montrerons que la concordance initiale fait place à une discordance marquée qui précède un affaissement de la ligue et que ne sauraient masquer quelques événements retentissants.

La place de la ligue dans le dispositif de l'Action française

La ligue, une importance relative au sein de l'AF

La consultation de l'Almanach de l'AF, forme de carte de visite, est fort instructive pour saisir la place attribuée à la ligue dans le dispositif général des « organisations d'Action française ». La présentation de

l'édition de 1924 s'ouvre par un exposé de « l'œuvre intellectuelle » de l'AF définie comme « une école politique et un mouvement

* Professeur d'Histoire contemporaine, Université Paul Verlaine-Metz d'organisation » dont l' « objectif est la conquête des intelligences, la destruction des “nuées” démocratiques et la restauration de la monarchie [...] ». Vient ensuite la présentation des « organes » d'AF qui débute par « le principal », le journal *L'Action française* réputé être le vecteur privilégié de l'adhésion aux thèses du « nationalisme intégral » : « Un lecteur assidu du journal devient, forcément, en peu de temps, un royaliste. Le journal est aussi le lien le plus vivant, le plus fort entre les amis de ses doctrines et de sa méthode, le plus capable de coordonner leur action. » Après le quotidien, sont successivement présentés *L'Action française du dimanche* (destinée aux milieux agricoles), l'Institut d'Action française, la *Revue universelle* et la Nouvelle Librairie nationale. C'est dans un second temps qu'est évoquée « l'Action » pour souligner que l'AF « ne sépare point pratiquement l'idée de l'acte » et que la « distinction [...] entre l'œuvre intellectuelle et l'action est tout simplement une classification matérielle¹. » Au cœur de « l'action », on trouve d'abord la propagande sur laquelle l'accent a été mis dès l'origine. L'Institut d'AF et les organisations de la ligue (des groupements aux Camelots du Roi) sont ainsi qualifiés de « centres de propagande² ». Concernant les Camelots, s'ils sont aussi à partir de l'affaire Thalamas (décembre 1908-janvier 1909) les troupes de choc de l'AF, chargées du service d'ordre et des manifestations, on n'oubliera pas que leur fonction originelle était (et est restée) de vendre le quotidien dans la rue ou devant les églises³. L'article premier des statuts est sur ce point éclairant : « Leur fonction consiste notamment à vendre le journal dans la rue, à effectuer les

¹ *Almanach de l'Action française*, 1924, p. 191.

² *Almanach de l'Action française*, 1911, p. 82-83.

³ Pour un témoignage sur les Camelots, voir Pierre LECOEUR (alors leur secrétaire), « Les Camelots du Roi », *Almanach de l'Action française*, 1926, p. 415-427. Voir également Maurice PUJO, *Les camelots du Roi*, Flammarion, 1933. Ce volume, dédié à « l'héroïque mémoire de Marius Plateau » et centré sur l'hiver 1908-1909 est le seul paru. Un second était annoncé couvrant la période postérieure à 1909.

distributions de tracts, les services d'ordre pour les réunions d'AF où le public étranger à l'AF est admis, l'organisation et l'exécution que celles-ci réclament⁴. » Au lendemain du premier conflit mondial, une « commission de propagande », créée en 1920 et présidée par Charles Maurras⁵, a comme fonction d'approvisionner en subsides toute une série d'organisations, des secrétariats régionaux à la ligue d'AF ou aux Camelots du Roi. Quand on songe à la désorganisation propre à Maurras et à celle des finances du mouvement, ce mode de fonctionnement apparaît comme peu efficace.

Fonction et action de la ligue : les impensés de l'AF

A l'AF, si on exclut la lecture des statuts qui précisent en particulier les conditions d'adhésion à la ligue (avoir signé la déclaration⁶, acquitté le montant de la cotisation et été agréé par la section locale ou le secrétariat de Paris quand celle-ci n'existe pas), la fonction de la ligue ne semble pas avoir été pensée, en particulier par Maurras⁷. On observe que son *Dictionnaire politique et critique* ne comporte aucune entrée à « Ligue » et que cette dernière ne tient pas de place dans les différents développements consacrés à l'AF. Si l'on se tourne vers d'autres entrées, « action », « opposition », on constate que le penseur martégal reste dans le vague ou dans l'incantation : « Les théories servent à voir et les doctrines à savoir, mais l'homme d'action qui enfourche le dada système est perdu. Il n'y a point de recette pour réussir ni de formulaire pour vaincre⁸. » Cette dernière assertion évacue un problème sans pour autant l'avoir posé et encore moins résolu. De même, lorsqu'il évoque

⁴ Statuts reproduits in Xavier CHENESEAU, *Camelots du Roi. Les troupes de choc royalistes (1908-1936)*, Éditions Défi, 1997, p. 19. Sur l'histoire des Camelots, se reporter à Guy STEINBACH, *Histoire des Camelots du Roi*, Les Documents d'Action française, 1989.

⁵ Le trésorier est alors Paul Robain, membre des Comités directeurs de l'AF et le secrétaire général est Louis Gonnet.

⁶ Charles MAURRAS, *Dictionnaire politique et critique*, établi par les soins de Pierre Chardon, Paris, A la Cité des livres, 1932-1934, tome 1, p. 6 (entrée « Action française »).

⁷ Il est intéressant d'opérer sur ce point un parallèle avec les Jeunesses patriotes (Jean PHILIPPET, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes (1919-1944)*, thèse de doctorat d'histoire, IEP de Paris, p. 471-505 et p. 539-552).

⁸ Charles MAURRAS, *Dictionnaire politique et critique*, op. cit., tome I, p. 4 (entrée « action »).

ce que doit être une « opposition », Maurras est martial : « [...] une opposition doit être radicale. Dans son radicalisme réside sa puissance. Une opposition doit être fermée, implacable sur les doctrines, intraitable sur les formules. Un petit nombre d'expressions, tirées avec rigueur, appliquées de sang froid et régulièrement, doivent lui suffire. Tout ce qu'elle doit faire ou dire doit être expressif, significatif, péremptoire. Les demi-mots, les demi-mesures lui sont interdits. Qu'elle fasse son camp dans une armée romaine, creusé, fortifié, retranché, hérissé : tout ce qui la distinguera d'autre chose lui donnera du cœur à la vie, à l'action, au succès. Mais, à l'état diffus, je lui prédis la débandade⁹. » Le sillon et l'orientation sont tracés mais rien n'est dit sur les modalités. Si la ligne politique de l'AF, et donc de la ligue, doit être d'opposition, qu'en est-il des formes que doit prendre cette dernière ? Dans ses différents essais, s'il a longuement disserté sur la nécessité du « pourquoi », Maurras ne s'est guère posé la question du « comment » et n'a pas explicité comment il allait bâtir cette « révolution monarchique » entendue comme l'« opération d'une minorité énergique qui, par ruse ou par force, saura s'emparer du pouvoir¹⁰. » Et cela, y compris dans le célèbre *Si le coup de force est possible* dont les premières lignes sont significatives : « Quiconque lit *l'Action française* y rencontre sans cesse deux idées qu'on ne trouve guère que là. Il faut, dit-elle, constituer un état d'esprit royaliste. Et dès que cet esprit public sera formé, on frappera un coup de force pour établir la monarchie. Ce coup de force est légitime, puisqu'il brise un régime dont toutes les pensées tendent à tuer la patrie. Ce coup de force est nécessaire, car il est impossible d'en finir autrement avec le régime démocratique et républicain. Notre propagande, conclut *l'Action française*, fait donc une conspiration à ciel ouvert. Ayant condamné le régime, travaillons à l'exécuter¹¹. » Si les raisons du combat et les étapes du processus sont identifiées, rien de précis n'est dit sur l'organisation et les modalités : ce bréviaire des militants n'est pas l'équivalent nationaliste du *Que faire ?* de Lénine. Ce silence et ce désintérêt de Maurras ne se sont pas démentis avec le temps. Des dissidents de l'AF l'ont déploré et

⁹ Charles MAURRAS, *Ibid.*, tome III, p. 222-223 (entrée « opposition »).

¹⁰ *L'Action française mensuelle*, 1^{er} novembre 1904, reproduit in Charles Maurras, *Dictionnaire politique et critique*, op. cit., tome III, p. 86 (entrée « monarchie »).

¹¹ Charles MAURRAS et Henri DUTRAIT-CROZON, *Si le coup de force est possible*, Nouvelle librairie nationale, 1910, p. 7.

expliqué, à l'instar de l'historien d'art Louis Dimier, par la personnalité même de Maurras : « La démonstration l'enchantait. Elle avait pour effet de servir une passion de domination intellectuelle, la plus forte chez lui, et qui faisait le grand ressort de son existence. [...] Il avait un pouvoir d'évocation si fort et un sens politique si juste qu'il nous rendait ses inventions présentes et que nous croyions toucher l'objet. Pour lui ce n'était qu'une peinture, dont il repaissait son imagination et charmait sa mélancolie. Il n'avait nul souci véritable, nul besoin organique de la faire passer en fait¹². » On pourrait rattacher à ce portrait de Louis Dimier les passages de son œuvre que Maurras consacrait à Monk, celui qui devait « réaliser ce grand dessein », à savoir « refaire la monarchie » : « Quel être ? J'ignore son nom. Je ne sais où il est, je ne sais qui il est, lui-même l'ignore sans doute. Mais il existe. Notre œuvre ne consiste qu'à le révéler à lui-même [...] Nous faisons l'éducation de ce Monk français¹³. » Ce Monk, n'est jamais venu, jusqu'à 1940 et au Maréchal Pétain. Cette carence de Maurras n'a pas été compensée par d'autres contributions au sein de l'AF. En effet, on ne saurait souscrire aux propos de Pierre Lecoœur pour qui « Nulle part ailleurs [...] l'action, et surtout l'action violente, n'a été aussi réfléchie et aussi motivée que chez les Camelots du Roi¹⁴ ». En fait, les dirigeants ont coupé toute discussion sur ce point par des formules aussi martiales que creuses, à l'instar de Maurice Pujo : « Il ne s'agit pas de consulter la Sybille et de demander tous les jours : "Quand fera-t-on le coup ?" Que ces curieux et ces impatients travaillent : le Coup se fera quand, grâce à leurs efforts persévérants et convergents, les conditions seront réunies. Ils peuvent être certains que nous ne laisserons pas échapper le moment¹⁵. »

¹² Louis DIMIER, *Vingt ans d'Action française*, Nouvelle Librairie nationale, 1926, p. 330-331.

¹³ Charles MAURRAS, « L'éducation de Monk », *Almanach de l'Action française*, 1937, p. 83-84. Le général George Monk remit sur le trône Charles II en Angleterre en mai 1660. Ce texte, réédité en 1937, a été à l'origine publié en brochure sous le titre *Une campagne royaliste au Figaro*, et réédité dans la troisième édition de *l'Enquête sur la monarchie*, en 1924 à la Nouvelle Librairie nationale, édition qui comporte aussi *Si le coup de force est possible*.

¹⁴ Pierre LECOEUR, « Les camelots du Roi en 1926 », *Almanach de l'Action française*, 1927, p. 275.

¹⁵ Maurice PUJO, « L'Année des Camelots du Roi », *Almanach de l'Action française*, 1913, p. 35.

C'est peut-être à voir. On s'est rarement demandé si l'AF avait cherché à prendre le pouvoir. L'affaire dite des « panoplies » durant le premier conflit mondial, quelles que soient les polémiques qu'elle ait suscitées, a clairement établi que les armes trouvées chez les ligueurs ne leur auraient guère permis de mener à bien le « coup de force » auxquels ils aspiraient. Par la suite, le choix de se présenter aux élections en 1919 et en 1924, et les désastres électoraux qui s'ensuivent (surtout en 1924), montrent que l'AF est déchirée entre un discours radical et une pratique politique où les chahuts spectaculaires et les bouffées de violences survenues à l'occasion d'événements particuliers (assassinat de Marius Plateau) ne sauraient faire négliger une forme d'acceptation des règles d'un système pourtant détesté¹⁶. L'attitude de Charles Maurras au soir du 6 février 1934 est bien connue. Certes, l'AF a poussé les feux durant tout le mois de janvier par une campagne de presse virulente et l'action musclée de ses camelots. Certes, la manchette du 7 février claque du célèbre « Après les voleurs, les assassins ». Il n'en demeure pas moins que si les ligueurs ont participé à l'émeute, (quatre y ont trouvé la mort), aucun plan d'ensemble n'a été échafaudé par la direction du mouvement pour tenter d'abattre la « gueuse ».

Il faut peut-être relier cette situation à une attitude au fond beaucoup plus ambivalente qu'il n'y paraît à l'égard d'une violence que l'AF pratique, en se livrant à de véritables appels au meurtre (contre Abraham Schrameck en 1925), en utilisant des armes à feu contre ses adversaires, notamment communistes (Cachin et Sadoul¹⁷), sans oublier les célèbres cannes des camelots. Cette violence, l'AF la justifie mais ne

¹⁶ Jean VAVASSEUR-DESPERRIERS, « L'Action française dans le Nord : les variations d'une radicalité militante », in Michel LEYMARIE, Jacques PRÉVOTAT (éds), *L'Action française, culture, société, politique*, Presses universitaires du Septentrion, 2008, p. 294, relève que les dirigeants de l'AF de Lille interdisent aux ligueurs de se rendre avec leurs cannes à une réunion de Léon Daudet prévue le 1^{er} février 1925, nonobstant l'annonce d'une contre-manifestation communiste. L'AF nordiste recherche la respectabilité pour ménager ses soutiens locaux : facultés catholiques et milieux patronaux.

¹⁷ Jean PHILIPPET, *op. cit.*, p. 508. Il remarque à raison qu'à la même époque (1927) Sadoul s'exclame dans une réunion de l'ARAC : « Les fusils et les grenades doivent prendre le pas sur les beaux discours » (*Ibid.*, p. 509).

la sacralise pas¹⁸. Maurras, lorsqu'il s'interroge sur le bien-fondé de la violence n'a pas de réponse préétablie : « La parole violente a servi : elle a sauvé du monde. Est-elle toujours aussi heureuse ? C'est une question. Question de mesure ! Il n'est pas facile de répondre pour tous les cas [...] ». La violence se justifie à lire Maurras seulement « quand l'inquiétude règne, quand les plus raisonnables se troublent, quand on se demande avec tremblement de quel côté va venir l'épreuve qui menace [...] On s'aperçoit que la violence a tout de même quelque chose de protecteur¹⁹. » Ce dernier terme est significatif et fait écho à la célèbre formule de Lucien Lacour après sa gifle à Briand : « La violence mise au service de la raison ». La violence protectrice de Maurras est bien éloignée des capacités purificatrices ou créatrices que d'aucuns lui prêtent, aussi bien du côté anarchiste, que communiste, fasciste ou national-socialiste. La ligue d'AF peut réagir, et réagir avec brutalité en allant saccager, au nom de « justes représailles », les locaux de l'*Ère nouvelle* ou de l'*Oeuvre* au soir de l'assassinat de Marius Plateau, saccages revendiqués et dont les photographies sont exhibées dans l'Almanach de 1924²⁰ ou en bravant les interdictions pour aller fleurir la statue de Jeanne d'Arc le 9 mai 1926, au prix de plus de 200 arrestations et de 150 blessés²¹. Cependant, elle n'est pas en mesure ni ne souhaite agir à l'instar des corps francs ou des *squadre* dont l'action n'est d'ailleurs comprise que comme une « réaction »²².

Ces quelques éléments permettent de revenir sur la question du fascisme français pour la reformuler autrement, non pas seulement quant aux contenus idéologiques mais aux formes mêmes du combat politique en soulignant que les Camelots ne sont ni les *squadre* ni les Corps francs, ce dont prend acte, à sa façon, un Georges Valois en 1925 lorsqu'il fonde le Faisceau et tente de mettre sur pied en avril 1925, un groupe paramilitaire, Les Légions, organisées par André d'Humières, ancien pilote de guerre. Il faut également revenir sur les enjeux liés à la

¹⁸ Cette question fait débat et Jean PHILIPPET, *op. cit.*, p. 507 et p. 513 évoque le culte de la violence de l'AF et le poids de Sorel.

¹⁹ Charles MAURRAS, *Dictionnaire politique et critique, op. cit.*, tome V, p. 419 (entrée « violence »).

²⁰ *Almanach de l'Action française*, 1924, p. 172-173.

²¹ François de LA MOTTE, « La fête de Jeanne d'Arc ou la belle journée de M. Jean Durand », *Almanach de l'Action française*, 1927, p. 214.

²² Léon DAUDET, « De Gambetta à Mussolini », *Almanach de l'Action française*, 1924, p. 28.

« brutalisation » pour souligner qu'elle ne joue pas véritablement en France qui n'est ni l'Allemagne ni l'Italie. Dix ans plus tard, c'est l'attitude de l'AF à l'occasion du 6 février qui provoque non seulement certains départs, mais surtout les critiques les plus vives à l'égard de ses chefs. Certes, la direction, par le biais de Maurice Pujo, revendique devant la commission d'enquête sur le 6 février « toute la responsabilité de ce foudroyant réveil national²³ ». Cette lecture n'est pas unanime et Maurice Pujo n'hésite pas à ferrailer publiquement contre « certains royalistes » qui « voudraient [...] « changer de route ». Ils lui rappellent « ceux qui lançaient à nos débuts l'accusation que depuis trente cinq ans, les faits n'ont pas cessé de démentir : l'Action française, canapé de doctrinaires dont le succès ne dépassera jamais un petit cercle²⁴ » et surtout ceux qui se sont efforcés de créer « l'Action française sans le Roi », jugeant la monarchie périmée (et de citer Georges Valois, François Coty et les Croix-de-Feu). Il faudrait y ajouter la tentation fasciste qui saisit une partie des jeunes maurrassiens que l'on retrouve notamment au sein de l'hebdomadaire *Je suis partout* et qui ressassent constamment un souhait formulé par un Lucien Rebatet : « Que vienne enfin le temps de l'action » pour sortir de ce que le même dans un chapitre célèbre des *Décombres* a appelé « l'inaction française ». Et Rebatet de relire, à sa façon, l'histoire de l'AF. A l'intérieur, « Elle effrayait la République. Mais elle avait commencé à la rassurer en la laissant tuer ses hommes sans riposter²⁵. » En matière extérieure, « Les hommes d'Action française [...] qui se moquaient si bien du tribunal genevois sans gendarmes, n'avaient jamais pu ou concevoir la nécessité d'une Sainte Vehme pour sanctionner leur politique²⁶. » Vingt ans plus tard, le journaliste Jean Bourdier, un militant d'une autre génération, celle des années cinquante, n'a pas mâché ses mots en analysant rétrospectivement le 6 février et en parlant d'une responsabilité « accablante » de l'AF : « Depuis le début de janvier, le mouvement paraissait se considérer comme mobilisé pour de graves événements. Il

²³ Cité in « Le 6 février et l'Action française », *Almanach de l'Action française*, 1935, p. 56.

²⁴ Maurice PUJO, « Le chemin de la victoire », discours prononcé au banquet des Étudiants d'Action française, *Almanach de l'Action française*, 1936, p. 134.

²⁵ Lucien REBATET, *Les Décombres*, Denoël, 1942, p. 112-113. Il fait référence à l'assassinat de Marius Plateau.

²⁶ *Ibid.*, p. 51-52.

avait lui-même organisé les premières manifestations, après avoir, le premier également, indiqué l'ampleur du scandale les motivant. Il avait suivi ensuite ce qui semblait être un plan mûrement réfléchi, pratiquant une sorte d'"escalade" de l'émeute qui devait très logiquement aboutir à la grande épreuve de force. Or, le 6 février, tout se passa comme si ses chefs avaient prévu une manifestation de plus, violente certes, mais au terme de laquelle chacun rentrerait chez soi pour préparer dans le calme et la méthode la dénonciation des scandales républicains des mois suivants. » Et Bourdier de conclure : « Il faudrait sans doute remonter très loin pour trouver un exemple aussi frappant d'insensibilité totale à un climat politique²⁷. »

L'AF, une ligue comme les autres ?

L'AF ne présente que partiellement les caractéristiques qui, selon Serge Berstein, définissent les ligues « activistes » : caractère limité de leurs objectifs, antiparlementarisme, choix de l'action directe avec la rue²⁸. L'AF présente assurément certaines similitudes avec ses concurrentes nationalistes. On retiendra son souci d'occuper la rue, qui rend son histoire rythmée par des rixes et des procès, dûment recensés à l'origine dans les Almanachs. Ajoutons y une forme de normalisation eu égard au jeu politique puisque l'AF, quoique anti-parlementaire et antidémocratique a choisi, comme d'autres (Jeunesses patriotes...) de participer aux compétitions électorales, en 1919 et 1924, ce qui s'est traduit successivement par un échec en 1919 (seul Daudet est élu) et un désastre en 1924. Malgré et contre ses principes, l'AF a été cannibalisée par le régime. Enfin, comme ses homologues, et parfois avec elles (Jeunesses Patriotes) l'AF peut assurer le service d'ordre pour d'autres qu'elle-même comme lors du congrès catholique de Bordeaux en 1925²⁹.

²⁷ Jean BOURDIER, *Le comte de Paris. Un cas politique*, La Table ronde, 1965, p. 48.

²⁸ Serge BERSTEIN, « La ligue », in Jean-François SIRINELLI (dir), *Histoire des droites*, tome II, *Cultures*, Gallimard, 1992, p. 65-67.

²⁹ Marc AGOSTINO, « L'Action française dans le Sud Ouest : un terreau royaliste, un lien ambigu avec le catholicisme », in Michel LEYMARIE, Jacques PRÉVOTAT (éds), *L'Action française, culture, société, politique*, Presses universitaires du Septentrion, 2008, p. 285.

Il faut s'attacher aux éléments d'originalité de la ligue posés comme une évidence par ses dirigeants, notamment Maurice Pujo qui recense « tout ce que tant d'autres nous envient : un journal prospère, dont l'autorité intellectuelle est reconnue de ses adversaires eux-mêmes, une Ligue puissante par le nombre et plus encore par la cohésion, des organisations de jeunesse, étudiants et Camelots du Roi, dont la qualité est unique³⁰. » Originale, l'AF l'est au moins à deux égards. En premier lieu, à cause de son projet qui n'est pas de nature précise ou ponctuelle à la différence de bien d'autres ligues, nationalistes ou non. Si on songe à la distinction, classique, entre partis politiques et groupes de pression, l'AF à l'instar de la plupart des ligues, ne saurait rentrer dans la seconde catégorie, sauf à ne pas considérer les implications générales de son orientation monarchiste. Lorsque Pujo s'exclame à la veille du premier conflit mondial : « *Nous avons entrepris de faire la Monarchie*³¹ », il exprime crûment un objectif affiché au grand jour, le changement de régime politique. On ne reviendra pas ici sur les controverses liées à la relation entre nationalisme et République sauf pour souligner qu'à la différence des révisionnistes des Jeunesses patriotes, pour l'AF la République n'est pas amendable. Ce constat amène une autre question : si la notion de ligue renvoie à des objectifs ciblés, ce n'est nullement le cas de l'AF qui a des objectifs d'ordre général, davantage rattachables à ceux d'un parti politique : conquête et exercice du pouvoir.

Une seconde originalité de l'AF renvoie à l'accent mis sur la formation³². Il se constate dès les origines du mouvement et marque une distinction entre l'AF et sa concurrente originelle, la Ligue de la Patrie française. Jean-Pierre Rioux l'a bien souligné en pointant les objectifs du « Comité d'Action française » lancé en janvier 1899 : « Fonder un journal, privilégier l'action sur la jeunesse, faire cette formation militante trop négligée à la Ligue [de la Patrie française], sans désespérer de la transformer de l'intérieur [...]»³³. Ces perspectives

³⁰ Maurice PUJO, « L'Année des Camelots du Roi », *Almanach de l'Action française*, 1913, p. 35.

³¹ *Ibid.*, p. 35.

³² On peut rattacher cette idée du constat opéré par Jean PHILIPPET (*op. cit.*, p. 1187) : « Au départ, la ligue est un mouvement d'action et non de réflexion. »

³³ Jean-Pierre RIOUX, *Nationalisme et conservatisme. La Ligue de la Patrie française 1899-1904*, Beauchesne, 1977, p. 41.

sont alors refusées par Jules Lemaître qui s'est désolidarisé très vite du comité, ce qui a précipité l'échec de toute perspective de « parti nationaliste ». Les fondateurs de l'AF n'ont pas désarmé et l'ont construite sur la base des intentions de 1899, suscitant, après coup l'adhésion de Jules Lemaître qui n'a pas caché son admiration devant le travail accompli par l'Institut d'Action française : « La doctrine d'Action française [...] est en train de conquérir la jeunesse studieuse, la jeunesse des Facultés, qui en a assez de la vague anarchie démocratique. J'ai vu les séances de votre Institut, c'est saisissant³⁴. »

Cet accent mis sur la formation n'a jamais disparu des ambitions de l'AF, y compris pour la ligue. On rappellera que la seconde condition pour être ligueur d'AF, après celle de la nationalité (« être français de naissance ») est d'« avoir une connaissance aussi complète que possible de la doctrine d'Action française ». C'est donc fort logiquement que le mouvement propose toutes les indications nécessaires aux ligueurs pour la constitution de leur bibliothèque. Elle se justifie comme suit : « Pour les amis de l'Action française, la lecture quotidienne et attentive du journal est la meilleure école ; on en reçoit le principal et le plus vivant exposé des idées monarchiques. Toutefois un journal tenu de batailler au jour le jour et d'aller au plus pressé, ne peut donner un exposé complet et ordonné : les livres restent donc indispensables. Notre but est ici de rappeler tous ceux *qu'il faut* avoir lus³⁵. » La liste découpée en six thèmes : « politique générale », « politique extérieure et histoire », « politique religieuse », « politique économique et financière », « littérature », « philosophie », renvoie principalement aux auteurs de l'AF (Maurras, Daudet, Bainville, Valois...).

L'instruction politique et la formation des militants sont au cœur des préoccupations des dirigeants des groupements d'AF qui avancent, pour la Fédération de Paris et de sa banlieue, le chiffre de 500 conférences organisées. Son exactitude est sans doute moins importante que le commentaire qui l'accompagne. Selon son président, François de la

³⁴ *Almanach de l'Action française*, 1911, p. 83. Les propos de Lemaître datent de 1908.

³⁵ « La bibliothèque des Ligueurs d'Action française », *Almanach de l'Action française*, 1923, p. 186. Signalons qu'une section comme celle d'Halluin a mis à la disposition des militants et sympathisants une bibliothèque gratuite ouverte le dimanche matin (Jean VAVASSEUR-DESPERRIERS, *op. cit.*, p. 296).

Motte, il s'agit moins de faire venir des conférenciers connus que de mobiliser les dirigeants locaux. Le témoignage du docteur Jean Lanos, responsable de la section du XV^{ème} arrondissement est ainsi cité en exemple : « J'ai annoncé à chaque membre du comité le sujet qu'il aurait à traiter, je lui ai donné les indications bibliographiques utiles... » Ce sont d' « excellentes méthodes » pour François de la Motte car « la doctrine politique est [...] un sujet sur lequel il faut toujours revenir. Quantité de ligueurs dévoués la connaissent insuffisamment, ceux qui sont plus instruits, gagnent à s'instruire encore. » Et de prodiguer ses propres conseils : « Craignez vous d'être monotones ou trop abstraits ? Vous éviterez facilement ces travers en pratiquant votre enseignement à l'aide des exemples de l'histoire et de l'actualité. Vos amis éprouveront une vive satisfaction intellectuelle et morale à trouver dans les événements la justification éclatante de leur adhésion, la vérification rigoureuse des principes qu'ils défendent. Ainsi, vous alimenterez l'enthousiasme qui crée les apôtres indispensables à la propagande. Vous achèverez en même temps la conversion des bons Français qui voient bien les faiblesses du régime républicain mais croient encore possible de l'améliorer³⁶. »

Il faut s'attarder un instant sur la logique du propos et le vocabulaire employé. La phrase maintes fois scandée de *La Royale* : « Notre force est d'avoir raison » se trouve relayée par le terme d' « apôtre » qui n'est pas sans intérêt pour saisir l'état d'esprit des militants d'AF et l'empreinte d'une forme de religiosité. Henri Charbonneau, inscrit à la Sorbonne et aux étudiants d'AF de 1931 à 1934 l'a fort bien restituée : « Une cause ? Plus encore. Une sorte de religion, avec une éthique de vie et même une esthétique, telle était pour nous à 18 ans l'Action française ! Elle avait à nos yeux presque le prestige de l'absolu et nous apportait l'avantage d'un système quasi-complet. Comme le marxisme a la prétention de tout expliquer, la théorie de la monarchie selon Maurras avait réponse à tout ! Face à nos camarades républicains libéraux, nous avions la supériorité d'avoir une *doctrine*. Cette doctrine, c'était la *Vérité*, et nous en étions si persuadés que dans le langage courant nous

³⁶ François de LA MOTTE, « L'Action française en 1923 », *Almanach de l'Action française*, 1924, p. 170-171.

disions tout naturellement : - X... va se convertir, Y... s'est converti... »³⁷.

La place de la ligue dans le rayonnement de l'AF

Préciser la place de la ligue dans le rayonnement de l'AF impose de mettre en regard la chronologie générale de l'AF et celle du phénomène ligueur, notamment dans sa dimension nationaliste, pour mesurer les relations existant entre ces phénomènes. Il s'agit de dresser un parallèle entre le développement de la ligue et son implantation avec d'une part le tirage du quotidien, l'audience intellectuelle de l'AF et sa pénétration dans différents milieux sociaux mais aussi l'évolution des autres ligues, notamment nationalistes.

Le premier groupement d'AF, né à Poitiers en novembre 1903, précède la naissance officielle de la Ligue³⁸. Cette dernière s'étoffe et se dote de sections au cours des années 1910-1911. L'organisation se fait sur la base d'un découpage en constante évolution qui reflète les hauts et les bas de l'organisation³⁹. Il s'articule autour de trois temps forts : l'avant premier conflit mondial, le début des années vingt et le tournant des années trente. Les situations sont contrastées. L'avant 14 est marqué par une forme de concordance puisque la progression de la ligue s'opère de façon concomitante à celle des autres organes de l'AF. À l'inverse, il faut souligner une discordance entre l'audience rencontrée par l'AF au plan intellectuel au lendemain du premier conflit mondial et les ratés de

³⁷ Henri CHARBONNEAU, *Les Mémoires de Porthos*, Librairie française, 1979, p. 24.

³⁸ Pour des détails sur cette création, se reporter à la contribution de Gwenaëlle Jamesse dans ce volume.

³⁹ À l'origine, l'organisation choisie s'articule autour d'un découpage en unités provinciales auxquelles sont rattachés différents groupements (sections et sous-sections, Étudiants d'AF, Jeunes filles royalistes...). Par la suite, au début des années vingt, l'Almanach ne propose qu'une liste des sections.

sa réimplantation militante. Enfin, le tournant des années trente doit être questionné. En apparence, l'AF n'a guère souffert des conséquences de la condamnation de 1926. On observe même une remontée militante au début des années trente. Peut-on pour autant y voir, à l'instar d'Eugen Weber, un « apogée » de l'AF ? En fait, cette progression doit être sérieusement relativisée, eu égard en particulier à celle que connaissent d'autres organisations. L'AF n'est en effet pas la mieux placée pour profiter du « temps des ligues ».

L'avant 14 et le temps de la concordance : une progression de la ligue en liaison avec les autres organes de l'AF

L'histoire des débuts de l'AF est bien connue et montre une progression de cette dernière sur différents plans avant 14 : audience de ses idées, de ses principaux auteurs, du quotidien dont les campagnes font mouche, sans oublier les étudiants qui multiplient les actions spectaculaires, à partir de l'affaire Thalamas.

En 1910, on compte 182 groupements parmi lesquels 146 sections⁴⁰. On compte ainsi Paris et l'Île de France (20 groupements, dont 12 sections⁴¹), les « Provinces du Nord et de l'Est » (36 groupements, dont 27 sections), les « Provinces du Nord-Ouest et de l'Ouest » (28 groupements, dont 23 sections), les « Provinces du Centre » (20 groupements, dont 18 sections), « Languedoc et Roussillon » (42 groupements, dont 34 sections), les « Provinces du Sud-Ouest » (19 groupements, dont 18 sections) et les « Provinces du Sud-Est » (17 groupements, dont 14 sections). La France est inégalement touchée puisque 17 départements ne comportent pas une ou deux sections d'AF et que, comme l'a souligné Eugen Weber, on constate une absence d'activité dans des départements conservateurs (Ardèche...) ce qui le fait conclure à une implantation « opérée de façon accidentelle⁴² ».

⁴⁰ À partir de 1920, la réorganisation voulue par Marius Plateau a exigé que la création d'une section soit conditionnée au chiffre minimum de 40 adhérents.

⁴¹ On trouve 4 sections sur Paris, 8 en banlieue. Il faut leur ajouter des sections professionnelles, les conférences et les étudiants. *Almanach d'Action française*, 1911, p. 111. Les autres chiffres sont tirés de la même source.

⁴² Eugen WEBER, *L'Action française*, Stock, 1962, p. 204 (voir son commentaire de carte).

Au cours des années qui précèdent le premier conflit mondial, les chiffres ne cessent de progresser. L'almanach de 1912 fait apparaître au 1^{er} septembre 1911 un total de 265 groupements sur lesquels on compte 224 sections qui se décomposent comme suit :

Paris et l'Ile de France : 31 groupements, dont 25 sections.
Provinces du Nord-Ouest et de l'Ouest : 29 groupements, dont 24 sections.
Provinces du Nord et de l'Est : 62 groupements, dont 46 sections.
Provinces du Centre : 22 groupements, dont 20 sections.
Languedoc et Roussillon : 76 groupements, dont 68 sections.
Provinces du Sud-Ouest : 24 groupements, dont 23 sections.
Provinces du Sud-Est : 20 groupements, dont 17 sections.
Alger : 1 section.

Le mouvement se poursuit, s'amplifie et se diversifie à la veille de la guerre. Ainsi, on relève en 1912 la montée en puissance de l'AF à Paris, (création de la Fédération des sections de Paris et de sa banlieue en mars 1913⁴³) sous la houlette de son secrétaire général Octave de Barral. De même se confirme la montée en puissance des groupes de Camelots et celle des étudiants (dirigés par Pierre de Pimodan et Henri Lagrange) comme des lycéens d'AF (organisés par René-Aimé Paillard et René Péringuey⁴⁴). On ajoutera que la ligue prend pied en Algérie et que les groupements à l'étranger voient le jour.

Les raisons et les explications du développement de cette implantation sont diverses. Il faut sortir d'une vision parisiano-centrée et veiller à prendre la mesure des enjeux locaux. On relève en effet que dans certains territoires l'AF s'appuie sur des héritages anciens qu'elle revitalise et dynamise, comme par exemple la Provence (en particulier la « Vendée provençale ») ou le Languedoc méditerranéen (le Gard et l'Hérault), qui est, selon l'expression de Philippe Secondy, « une terre

⁴³ Pour un historique de cette dernière, se reporter à François de LA MOTTE, « La Fédération des sections d'Action française de Paris et de la banlieue », *Almanach de l'Action française*, 1926, p. 439-441.

⁴⁴ *Almanach de l'Action française*, 1914, p. 27-28.

de nostalgiques du roi sensibles au maurrassisme⁴⁵ ». On touche ici à quelque chose d'essentiel qui renvoie aux vecteurs de pénétration du maurrassisme et qui confirme la filiation rémondienne entre légitimisme et AF, filiation dont le caractère opératoire n'est pas forcément généralisable. La dimension régénératrice de l'AF s'observe jusque dans la correspondance adressée à Maurras comme le montre ce courrier d'un régisseur agricole de Roquemartine : « Monsieur Maurras, vous êtes le régénérateur des royalistes militants, dites au Roi que, dans les milieux ouvriers et paysans, vous avez espoir et courage [...] Dites lui que nous en avons assez des chefs de salon. Dites lui que le peuple des campagnes attendait depuis longtemps ce que vous lui avez donné, cet esprit de révolte contre ce qui tue notre malheureuse patrie⁴⁶. » Plus encore que la Provence, le Midi blanc est avant 14 un point fort de l'AF et, pour s'en tenir au cas de l'Hérault, sur 338 communes, 36 sections existent en 1910⁴⁷. L'exemple du Languedoc montre aussi que l'AF lorsqu'elle se développe en province s'emploie à construire une galaxie comparable à celle qui existe à Paris : la Fédération d'Action française du Sud-Est n'est pas sans faire songer à celle de Paris. Elle s'appuie sur un journal, *L'Éclair*⁴⁸, développe son ancrage étudiant et insiste sur l'importance de la formation de ses militants (conférence Berryer à l'université de Montpellier). Les monographies locales invitent cependant à la prudence et on ne saurait considérer qu'à l'échelle locale les souhaits de la direction parisienne soient couronnés de succès. La duplication n'est pas de mise et à y regarder de près, des zones d'implantation apparemment fortes, comme la région bordelaise, se caractérisent par bien des ambiguïtés soulignées par Marc Agostino :

⁴⁵ C'est le titre de sa contribution in Michel LEYMARIE, Jacques PRÉVOTAT (éds), *L'Action française, culture, société, politique*, Presses universitaires du Septentrion, 2008.

⁴⁶ Cité in Gérard GAUDIN, « L'Action française en Provence », in Michel LEYMARIE, Jacques PRÉVOTAT (éds), *L'Action française, culture, société, politique*, Presses universitaires du Septentrion, 2008, p. 260.

⁴⁷ Philippe SECONDY, « Le Languedoc méditerranéen : une terre de nostalgiques du roi sensibles au maurrassisme », in Michel LEYMARIE, Jacques PRÉVOTAT (éds), *L'Action française, culture, société, politique*, Presses universitaires du Septentrion, 2008, p. 273.

⁴⁸ Il a été publié jusqu'en 1944. Dans le Nord, l'AF s'est aussi construite autour d'un hebdomadaire, *Le Nord patriote* Jean VAVASSEUR-DESPERRIERS, *op. cit.*, p. 295.

« Bruyante, en montée rapide [il évoque l'avant 14], l'Action française en Gironde reposerait-elle sur un malentendu idéologique, un royalisme habillé autrement, une adhésion catholique simple écho de vieux combats⁴⁹ ? » Quel que soit le discours officiel et l'accent mis sur la doctrine, être maurrassien et d'AF ne se décline pas partout de la même façon. Le mouvement est donc moins homogène que ne souhaiterait son maître à penser décrit cruellement par Louis Dimier comme totalement étranger à la vie des sections : « À la tête de nos sections [...] qui n'étaient à ses yeux qu'une montre et qu'il souhaitait qu'elles demeurent telles, il n'y avait pas de chef dont il n'accueillît les noms, quand on parlait d'affaires, en termes offensants et cruels. Un jour que j'allais voir quelques-unes de ces sections, il me tint près d'une heure, la valise à la main, à me représenter le néant de cette matière, la folie qu'il y avait à s'en occuper⁵⁰. »

Le début des années vingt : le temps de la discordance

Les lendemains du premier conflit mondial attestent une discordance profonde entre l'influence du prestige intellectuel de l'AF (souligné par le célèbre Manifeste « Pour un parti de l'Intelligence » publié par le *Figaro* le 19 juillet 1919), et son implantation militante comme électorale au début des années vingt.

La réorganisation est difficile du fait de l'interruption de la guerre même si l'AF n'a pas été inactive et a créé un service des correspondants de blessés de l'AF dans plus de 150 villes⁵¹. La ligue doit cependant déplorer la mort de cadres importants. Si les figures nationales sont bien identifiées, de Léon de Montesquiou, premier secrétaire général de la Ligue⁵² à Henri Lagrange, secrétaire général des étudiants d'AF (en délicatesse avec l'AF) en passant par Octave de

⁴⁹ Marc AGOSTINO, *op. cit.*, p. 282-283. On retrouve cette ambiguïté entre royalisme et AF en Bretagne (David BENSOUSSAN, « L'Action française en Bretagne entre renouveau et enterrement du royalisme », in Michel LEYMARIE, Jacques PRÉVOTAT (éds), *L'Action française, culture, société, politique*, Presses universitaires du Septentrion, 2008, p. 313-315.

⁵⁰ Louis DIMIER, *op. cit.*, p. 333.

⁵¹ La liste des localités figure dans l' *Almanach de l'Action française*, 1918, p. 179-182.

⁵² Il est décédé le 25 septembre 1915.

Barral, tué à la guerre le 5 août 1915⁵³, on ne saurait négliger le poids des pertes de dirigeants ou de militants locaux. Ainsi, à Marseille, 46 ligues sont tués à la guerre, soit un bon tiers de la section. Si l'on reste sur le cas de la Provence, la proportion est la même à Maillane (14 morts sur 40) et légèrement moindre à Saint-Rémy (13 sur 50)⁵⁴.

Le redémarrage se fait sous la houlette de son président, le lieutenant-colonel Bernard de Vésins, et de son secrétaire général, Marius Plateau, jusqu'à son assassinat le 22 janvier 1923 par Germaine Berton (il est alors remplacé par Lucien Lacour, alors vice-président des Camelots du Roi et Commissaires d'Action française). En termes d'implantation, la ligue remonte difficilement la pente. Si on se réfère aux chiffres donnés dans l'Almanach de 1924, on compte 107 sections, réparties entre Paris (15), la banlieue (2) et la province (90). Le maillage est assez lâche et nettement moins dense qu'avant 1914. Certes, les principales villes françaises ont une section d'AF, ce qui signifie que la Ligue y possède une permanence, mais bien des communes moyennes en sont totalement dépourvues. Il faut donc organiser des adhérents isolés, mission dévolue aux secrétaires régionaux (9 en métropole et un en Algérie) qui ont été créés pour « décharger les services de la Ligue à Paris, apporter une aide à nos amis des provinces et créer une liaison plus étroite entre eux⁵⁵. »

Cette relative faiblesse militante est d'autant plus importante que l'AF a choisi, en 1919, de changer de tactique et de se présenter aux élections, espérant de ce fait développer et diffuser sa propagande⁵⁶. On ne reviendra pas sur la contradiction des discours entre l'avant-guerre et l'après guerre. Le plus important ici est de s'attacher aux conséquences liées au choix de présenter des candidats aux élections. La ligue se place sur un terrain qui n'est pas le sien et le mépris de la démocratie ne suffit

⁵³ *Almanach de l'Action française*, 1918, p. 168.

⁵⁴ Gérard GAUDIN, *op. cit.*, p. 261.

⁵⁵ *Almanach de l'Action française*, 1924, p. 192-193.

⁵⁶ Pour être très précis, il faut ajouter que dès 1914 l'AF patronna des candidatures à Lille pour procéder à l'affichage de sa propagande... dans des termes sensiblement différents de la rhétorique de 1919 puisqu'une affiche soulignait : « Croyez vous qu'avec ce misérable morceau de papier [le bulletin de vote], vous êtes véritablement souverain ? » (Jean VAVASSEUR-DESPERRIERS, *op. cit.*, p. 293, note 4).

pas à la transformer en machine électorale efficace. Au contraire, les élections sont porteuses de nombreuses désillusions. En 1919, seul Léon Daudet est élu et, pour ses candidats les scores sont franchement décevants, y compris lorsque l'AF est implantée. Ainsi, alors que la ligue possède une base militante solide à Bordeaux, la liste qu'elle présente en Gironde obtient 5,80 % des voix et ne menace nullement celle du Bloc national⁵⁷. En se présentant aux élections, les ligues d'AF mesurent leur soutien dans l'opinion, très en deçà de celui espéré. La lecture du quotidien ou la sympathie pour un aspect de la doctrine ne débouchent pas nécessairement sur un vote en faveur de l'AF. Les droites modérées, fort décriées, par cette dernière, sont de ce point de vue beaucoup mieux armées. Plus grave encore, les élus sympathisants de l'AF en 1919 s'adaptent au jeu partisan, à l'instar de l'aristocrate héraultais Henri de Rodez-Bénavent qui soutient Raymond Poincaré⁵⁸. Cette option, qui l'arrime au Bloc national, le fait accuser de trahison par les militants d'AF mais lui permet de pérenniser sa carrière.

Les résultats mitigés de 1919 n'ont pas conduit l'AF à renoncer à la lutte électorale. En vue des élections de 1924, elle a même tenté de trouver un terrain d'entente avec les modérés. Ainsi, dans une série d'articles publiés en août 1923, Léon Daudet a présenté l'AF sous un jour des plus favorables : « On n'a peut-être pas remarqué tout ce qu'il y a d'original et de neuf dans l'attitude de la droite royaliste. Sous les régimes antérieurs, les adversaires des institutions établies faisaient de l'opposition et rien que de l'opposition [...] Aujourd'hui, ce ne sont pas des opposants de parti pris. Bien mieux, ils savent être à l'occasion des collaborateurs⁵⁹. Cette main tendue par l'AF, les droites la refusent et la ligue se retrouve donc contrainte de faire cavalier seul⁶⁰. Elle présente des candidats dans les quatre secteurs de la capitale et accepte ailleurs des « alliances honorables ». Le quotidien voit ses tirages alors augmenter et l'optimisme est de rigueur chez les dirigeants qui prennent, à l'instar de Léon Daudet un ton patelin pour expliquer dans la *Revue hebdomadaire* (26 avril 1924) qu'il souhaitait, une fois réélu,

⁵⁷ Marc AGOSTINO, *op. cit.*, p. 285. Dans le Nord, la liste dite d' « Union nationale et de réparation intégrale » n'obtient que 3524 voix par candidat dans le Nord contre 81 512 à ceux de la liste conservatrice (Jean VAVASSEUR-DESPERRIERS, *op. cit.*, p. 293).

⁵⁸ Philippe SECONDY, *op. cit.*, p. 277.

⁵⁹ Cité in EugenWEBER, *op. cit.*, p. 174.

⁶⁰ Ce à quoi elle se refuse, consciente de sa faiblesse, dans le Nord.

travailler à la formation d'un gouvernement d'ordre et d'autorité ». A la question : « Alors, plus de coup de force ? », Daudet avait répondu : Sauf en cas de nécessité absolue, non⁶¹ ». Les scores obtenus sont très décevants. Dans le 3^{ème} secteur de la Seine (a priori le plus favorable), la liste AF, menée par Daudet arrive en 4^{ème} position, avec 13 513 voix, loin derrière l'Union nationale (61 146), le Cartel (56 010) et les communistes (43 506). La seule satisfaction du jour est d'avoir battu la liste conduite par Marc Sangnier. A l'échelle nationale, l'AF et ses alliés n'obtiennent que 328 003 voix. Cette seconde aventure électorale et ses « résultats piteux » traduisent, comme l'a souligné Eugen Weber un triple déficit d'« organisation », d'« expérience électorale » et d'« enthousiasme » pour un exercice dont nombre de ligues « contestaient l'intérêt⁶². »

Le coup pour l'AF est rude. S'il traduit un déficit d'implantation, il révèle aussi les limites d'une influence dans la société qu'un colloque récent a contribué à préciser⁶³. La chronologie habituellement retenue et considérant que l'effritement et le déclin de l'AF devaient être rattachés à la condamnation de 1926, doit être révisée même si l'exemple breton montre une progression de l'AF pour des raisons essentiellement liées à son refus radical de la politique religieuse du Cartel des gauches⁶⁴. En 1922-1923, les dirigeants de l'AF se sont illusionnés sur leur puissance et la réalité politique les a rattrapés. Cet échec ne signifie évidemment pas la fin de l'histoire de l'AF mais dorénavant, la donne est changée. L'AF enregistre des dissidences marquantes, à commencer par celle de Georges Valois qui bascule provisoirement vers le fascisme avant d'opérer un virage à gauche vers la République syndicale. L'AF est aussi concurrencée par d'autres ligues, Jeunesses patriotes, puis Croix-de-Feu qui lui disputent la clientèle nationaliste et font l'interface avec les modérés⁶⁵. Après 1926, elle perd également le soutien de la hiérarchie catholique même si la condamnation ne débouche pas sur l'érosion militante qu'elle pouvait craindre. Isolés, les maurrassiens font

⁶¹ *Ibid.*, p. 176.

⁶² *Ibid.*, p. 178.

⁶³ Michel LEYMARIE, Jacques PRÉVOTAT (éds), *L'Action française, culture, société, politique, op. cit.*, .

⁶⁴ David BENSOUSSAN, *op. cit.*, p. 316-317.

⁶⁵ Mathias BERNARD, *La guerre des droites de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Odile Jacob, 2007, p. 61 et suiv.

front avant que la crise des années trente n'apporte à l'AF ses derniers feux.

Une remontée en trompe l'œil

Certes, la condamnation de 1926 n'a pas brisé l'AF, mais les tirages du quotidien sont en net retrait (60 000 exemplaires soit la moitié de moins qu'en 1925-1926⁶⁶). Sur le terrain, elle pèse sur le pavé parisien grâce à ses étudiants mais aussi en province, à l'occasion des enterrements civils⁶⁷. L'AF est aussi capable d'organiser des rassemblements massifs comme à Barbantane dans la « Vendée provençale » le 29 mai 1927⁶⁸ ou à Montpellier le 29 juin 1930⁶⁹. Ces rencontres sont néanmoins exceptionnelles. Les effectifs militants, malgré les rodomontades de la direction chutent dans certains bastions : 3000 adhérents en Gironde en 1932 contre 8000 en 1926. La vie des permanences est en sommeil (il est difficile de les assurer⁷⁰) et tous les moyens sont employés pour attirer du sang neuf, y compris comme à Nancy en 1928, l'organisation de jeux ouverts aux ligueurs et aux sympathisants⁷¹. Sur le plan des réunions, les chiffres sont également en nette baisse : 175 entre octobre 1928 et juillet 1929⁷² contre 404 en 1926⁷³. Au delà des chiffres, il faut souligner que ces réunions, tournent souvent, comme à Bordeaux, aux causeries mondaines⁷⁴. Les réunions de sections, irrégulières et peu suivies⁷⁵, sont peut-être moins importantes pour assurer la cohésion des

⁶⁶ Eugen WEBER, *op. cit.*, p. 294.

⁶⁷ Marc AGOSTINO, *op. cit.*, à propos de Jean Guiraud. Voir aussi Jacques PRÉVOTAT, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation*, Fayard, 2001.

⁶⁸ *Almanach de l'Action française*, 1928, p. 345-354.

⁶⁹ Pierre LECOEUR, « La vie et l'activité de l'AF en 1930 », *Almanach de l'Action française*, 1931, p. 357. Cette réunion aurait réuni 25 000 personnes.

⁷⁰ Voir notamment l'exemple lorrain étudié par Jérémy KOEPEL, *L'Action française en Lorraine (1919-1939)*, Mémoire de M1, université Paul Verlaine, Metz, 2007, p. 101.

⁷¹ *Ibid.*, p. 45.

⁷² Pierre LECOEUR, « La vie et l'activité de l'Action française en 1929 », *Almanach de l'Action française*, 1930, p. 329.

⁷³ Eugen WEBER, *op. cit.*, p. 294.

⁷⁴ Marc AGOSTINO, *op. cit.*, p. 10.

⁷⁵ Jérémy KOEPEL, *op. cit.*, p. 53-59 et p. 102. Seules les sections de Lunéville, de Nancy et de Toul organisent des réunions centrées sur la doctrine de l'AF et l'histoire de la monarchie française. La section de Saint-Dié

sections que les fêtes, fête des Rois, fête de la Saint-Jean qui sont l'occasion de bals et de banquets. L'exemple lorrain, en particulier la fête de la Saint-Jean de Remiremont de 1929, montre que, contrairement à la doctrine d'AF, « ce n'est pas la réflexion qui prime mais le sentiment » : espérance placée dans la famille royale, toasts, évocation émue du sapin des Vosges planté dans le parc du Manoir d'Anjou⁷⁶. Ces grandes réunions et fêtes ne doivent pas faire illusion : la léthargie domine la vie de la ligue⁷⁷. On ne négligera pas non plus les problèmes financiers récurrents que ne résolvent nullement les rappels réguliers au paiement des cotisations et qui débouchent sur la disparition de sections⁷⁸. Ajoutons encore les déchirements qui minent la Fédération de Paris, dont les dirigeants, François de la Motte et Henri Martin, auraient souhaité voir les camelots du roi commandés par Pierre Lecoeur et Maurice Pujo, devenir de véritables troupes de choc en vue du coup de force. À peine posée, la question est évacuée via l'exclusion d'Henri Martin et de Paul Guérin. Bernard de Vesins et François de la Motte partent peu après⁷⁹. Les temps sont donc difficiles et les perspectives inquiétantes car cette « grande dissidence » prive la ligue de ses éléments les plus actifs sur Paris.

Le retour en force des questions internationales (dettes interalliées, Mayence) permet à l'AF de rebondir. Dans le sillage du succès obtenu par Daudet salle Bullier le 19 février 1930, l'AF concentre ses réunions et ses manifestations contre le paiement des dettes⁸⁰ et s'emploie à

présente une particularité : son président intervient sur des questions d'actualité.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 63.

⁷⁷ Exemple parmi d'autres, un rapport du préfet du Nord d'octobre 1930 considère que l'AF n'y a plus qu'une « importance minimale » : 15 adhérents à Roubaix contre 300 naguère... (Jean Vavasseur-Desperriers, *op. cit.*, p. 15).

⁷⁸ Jérémy KOEPEL, *op. cit.*, p. 103. Saint-Dié, Toul, Remiremont... Même si elles figurent dans l'Almanach... Pour rester sur le grand-Est, voir aussi l'exemple de la Franche-Comté, où l'AF connaît de très sérieuses difficultés dans le Doubs (il ne reste que la section de Besançon), en Haute-Saône et disparaît dans le territoire de Belfort (Sandra. JOLY, *L'Action française dans l'archidiocèse de Besançon de 1905 à 1936*, mémoire de maîtrise d'histoire, université de Franche-Comté, 1998, p. 326-333).

⁷⁹ Eugen WEBER, *op. cit.*, p. 306-307.

⁸⁰ On peut citer en particulier les manifestations violentes de décembre 1932 devant le Sénat ou la Chambre où les manifestants scandent « Pas un sou »,

perturber les réunions des éléments pacifistes, européistes et briandistes considérés comme « boches⁸¹ ». Au tournant des années trente, l'AF est recentrée sur ses fondamentaux : lutte contre le danger allemand et le traité de Versailles, antiparlementarisme, dénonciation via des campagnes de presse virulentes des scandales, (de la *Gazette du Franc* à Stavisky en passant par Oustric) et appuie, y compris en province, des manifestations de contribuables⁸². Elle est assurément en pointe, à travers son quotidien (dont le tirage et la distribution sont chaotiques⁸³) et les Camelots dans la campagne contre les radicaux et la dénonciation de « Monsieur Alexandre ». Si elle a organisé 151 réunions en 1932, le chiffre bondit à 700 en 1933⁸⁴ et un redémarrage s'opère dans des zones en léthargie⁸⁵.

On peine tout de même à parler avec Eugen Weber d'une AF « une fois de plus à son apogée⁸⁶ ». En effet, si l'AF a contribué à échauffer les esprits au début de 1934, les tirages du journal bondissant à 130 000

« A bas les dettes » qui contribuent au rejet de paiement de l'échéance du 15 décembre 1932 et à la chute d'Herriot (Pierre LECOEUR, « L'activité de l'Action française en 1933 », *Almanach de l'Action française*, 1934, p. 181).

⁸¹ Les exemples sont nombreux et dûment répertoriés dans l'Almanach. Voir Georges GAUDY, « La déroute des pacifistes au Trocadéro », *Almanach de l'Action française*, 1933, p. 103

⁸² Louis Large, secrétaire général de la Fédération nationale des contribuables est un sympathisant de l'AF (Jean PHILIPPET, *op. cit.*, p. 1121-1122).

⁸³ Le tirage est tombé à 33 000 exemplaires à la fin de 1933 (Eugen WEBER, *op. cit.*, p. 408).

⁸⁴ *Ibid.*, p. 351.

⁸⁵ Il en va ainsi en Lorraine si on suit Jean-François Colas, *Les droites nationales en Lorraine dans les années 1930 : acteurs, organisations, réseaux*, thèse de doctorat d'histoire, université de Paris X-Nanterre, 2002, p. 51-53. Cette remontée de 1933 s'est poursuivie un peu après le 6 février, mais à partir de l'été 1935, les difficultés, notamment financières, sont nombreuses (*Ibid.*, p. 80-81). La reprise est également manifeste dans le Nord tant sur le plan des réunions que des adhésions (Jean VAVASSEUR-DESPERRIERS, *op. cit.*, p. 307-309).

⁸⁶ Eugen WEBER, *op. cit.*, p. 350. Il cite pour étayer ses dires une réunion à Nancy qui aurait réuni 12 000 personnes. En fait, les sources locales d'AF (*Le courrier de Lorraine et de Franche-Comté*) et les sources de police donnent des chiffres nettement inférieurs : 1200 personnes assises et plusieurs centaines debout, pour l'organe de presse local d'AF et 1200-1300 pour la police (Jean-François COLAS, *op. cit.*, p. 52)

exemplaires en janvier 1934⁸⁷, l'émeute du 6 février a trouvé ses dirigeants dépourvus devant l'ampleur de l'événement. On sait qu'il provoque une flambée militante chez les ligues, première en termes d'effectifs en 1935⁸⁸. Les gains de l'AF (qui est créditée de 60 000 membres en janvier 1934⁸⁹) sont sans commune mesure avec ceux d'un groupement qu'ils appellent « les froides queues » mais dont les éléments jeunes et plus lucides mesurent le dynamisme tout en fustigeant sa vacuité doctrinale et l'inconsistance du lieutenant-colonel. Pourtant, les résultats sont là. Au-delà de la différence des effectifs, on constate un plafonnement dans l'implantation. Dans ces conditions, lorsqu'à la suite de l'agression de Léon Blum à l'occasion des funérailles de Jacques Bainville (13 février 1936), le conseil des ministres décide de dissoudre la ligue, les Camelots et les étudiants d'AF, le choc est profond, y compris à droite. Il ne suscite pas, sauf sur le plan judiciaire⁹⁰, de réactions des dirigeants de l'AF qui sont surtout préoccupés de conserver le journal⁹¹. D'un côté, il n'a jamais été question de la transformer en parti. De l'autre, la tentation terroriste incarnée par le Comité secret d'action révolutionnaire (CSAR), où l'on retrouve Henri Martin, a suscité l'ironie que l'on sait puisque c'est Léon Daudet qui a lancé l'expression de « Cagoule ». Cette dissolution n'a pas non plus empêché l'AF de continuer à peser sur le paysage politique et intellectuel, (lutte contre le Front populaire, « l'Espagne rouge » etc.) et de voir Maurras bénéficier, alors qu'il est emprisonné à la Santé, du soutien de députés de droite qui sont 80 à voter un texte qui dénonce « la rigueur inaccoutumée des mesures prises à l'égard de l'un des plus éminents représentants des Lettres françaises⁹² ». L'AF et son maître à

⁸⁷ Eugen WEBER, *op. cit.*, p. 408. Le chiffre est retombé à moins de 60 000 peu après.

⁸⁸ Voir dans ce volume, la contribution d'Aude Chamouard et de Gilles Morin, « Les ligues d'extrême droite en France au miroir des autorités préfectorales : implantation et représentations (été 1935) ».

⁸⁹ *Ibid.*, p. 405-406. Il est plus intéressant de s'attarder sur le chiffre des camelots : 1500 sur Paris et la région parisienne et quelques centaines dans chaque province.

⁹⁰ Le Conseil d'État a rejeté le 4 avril 1936 l'appel des royalistes contre le décret de dissolution.

⁹¹ Pour des compléments sur cet aspect, se reporter à la contribution de Gilles Morin et Aude Chamouard dans ce volume.

⁹² Cité in Jean PHILIPPET, *op. cit.*, p. 1122-1123.

penser enregistrent à la veille de la guerre deux satisfactions majeures : l'élection de Maurras à l'Académie française (son épée d'académicien lui est offerte par Charles Trochu au nom du Front national) et la levée de la condamnation de l'AF (juillet 1939).

Conclusion

La part de la ligue dans l'identité et le rayonnement de l'AF est moindre que celle de son journal. Le constat n'est pas nouveau et Albert Thibaudet l'a souligné à plusieurs reprises dans son essai sur *Les idées politiques de la France* (1932) et dans ses chroniques de la *NRF*. Il relève ainsi que « L'Action française, avec toute son influence intellectuelle, ne peut faire élire ni un sénateur, ni un député, ni même un conseiller municipal de ce Paris où la droite a la majorité », ce qui le conduit à donner cette définition de l'AF : « l'Action française n'est pas le nom, ou à peine le nom d'un parti politique : c'est le nom d'un journal à gros tirage, admirablement fait⁹³. » La dissolution de 1936 n'a pas empêché la perpétuation du quotidien. L'histoire de la ligue d'AF ne se confond donc qu'imparfaitement avec celle de la galaxie d'AF.

En quoi l'AF a-t-elle marqué le phénomène ligueur ? Initialement, l'AF s'est voulue un contre-modèle de la Ligue de la Patrie française et a apporté aux ligues nationalistes d'incontestables éléments d'originalité à savoir une pratique de propagande et d'action directe bien rodées et symbolisées par les camelots du Roi, la coordination entre un mouvement et un quotidien dont l'importance est reconnue et un accent mis sur la formation idéologique. L'AF cependant n'a pas su, surtout après le premier conflit mondial, capitaliser en termes organisationnels et militants les ressources fournies par sa presse et ses plumes. Plusieurs raisons l'expliquent. D'abord, la personnalité de Maurras. Comme l'a bien souligné Louis Dimier, s'il est un « maître », il n'est pas un « chef ». Il faut y ajouter l'incapacité de l'AF à trancher la question de son rapport au coup de force. Elle l'attend sans le préparer et lorsqu'il

⁹³ Cité et commenté in Michel LEYMARIE, *Albert Thibaudet, "l'outsider du dedans"*, Presses universitaires du Septentrion, 2006, p. 220-221.

pourrait se présenter le refuse. De ce point de vue, si l'AF est subversive en parole, elle ne l'est au fond guère en actes et ne se donne à aucun moment les moyens de balayer le régime républicain en créant ses « révolutionnaires professionnels nationalistes » que d'aucuns ont par la suite appelé de leurs vœux. A l'inverse, tout en faisant figure d'épouvantail aux yeux des républicains et en refusant bruyamment le régime tertio-républicain, l'AF s'en accommode et se présente même aux élections ce qui est une marque d'intégration. Cependant, elle ne se donne pas non plus les moyens de réussir dans cette perspective et se voit même concurrencée par d'autres groupements, Jeunesses patriotes, Croix-de-Feu qui prennent durant l'entre-deux-guerres la mesure des changements intervenant dans la vie politique en pleine modernisation à droite durant les années trente, tant sur le plan de l'organisation partisane que de la personnalisation du débat public (renforcée par le développement de la radio) ou de la vie parlementaire (la discipline partisane et l'obligation de s'inscrire dans le groupe de son parti s'imposent notamment à la Fédération républicaine⁹⁴). La crise des années trente, dont l'ampleur et la dimension polymorphe sont bien connues, aurait pu permettre à l'AF de rebondir puisqu'elle dispose de réponses aux trois questions majeures qui se posent : crise institutionnelle, crise économique et sociale, questions extérieures et retour de la menace de guerre. Sur tous ces points, l'AF est en décalage. Sur le fond de son projet : le monopole du rétablissement de la monarchie lui est contesté par le prétendant et *Courrier royal*, la vague corporatiste ne lui profite que très peu et la disparition de Bainville la prive de son analyste le plus pertinent sur l'Allemagne. Quant à son organisation, il est clair que l'AF n'a pas su se renouveler et s'adapter pour devenir une machine politique efficace à l'heure où un espace politique s'ouvre aux droites nationalistes et dans lequel s'engouffrent ses concurrentes. Celles-ci qui comme les JP ont pu s'inspirer, à l'origine, de l'AF (notamment des Camelots du roi⁹⁵) prennent d'ailleurs la mesure de l'épuisement du phénomène ligueur en termes de débouchés politiques et choisissent de se transformer en parti politique pour faire, à l'instar du PSF, le dur apprentissage de la brigade

⁹⁴ On rappellera que les députés JP sont aussi « indisciplinés » que les autres (Jean Philippet, *op.cit.*, p. 1118-1122).

⁹⁵ *Ibid.*, p. 511-512.

électorale. L'AF reste dans l'incantation et veut se convaincre que le changement du « pays légal » doit permettre l'exhumation du « pays réel ». L'avènement de l'État français, salué par Maurras, est pourtant porteur de lourdes désillusions car la Révolution nationale, dominée par les courants modernisateurs et technocratiques, ne met pas en œuvre le projet traditionaliste de l'AF.